

Portraits de la Protection

25 ans de **protection des civils**
dans les opérations de maintien
de la paix des Nations Unies



PEACE
BEGINS
WITH ME



25 ans de protection des civils

Au cours des 25 dernières années, le mandat de protection des civils (POC) est devenu une pierre angulaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, façonnant la manière dont les missions préviennent et répondent à la violence contre les civils. Pour commémorer ce parcours de 25 ans, nous partageons une collection d'histoires personnelles et de réflexions mettant en lumière les efforts de protection des civils en première ligne. Cette campagne **Portraits de la protection** retrace l'évolution du mandat depuis sa création en 1999 jusqu'à aujourd'hui. Des missions sur le terrain dans les zones de conflit à la prise de décision stratégique au Conseil de sécurité, les histoires capturent l'étendue des contributions de ceux qui font avancer le mandat de protection des civils, partagent leurs perspectives et honorent leur engagement à protéger les civils et à promouvoir la paix dans certains des environnements les plus difficiles.

De nombreuses opérations de maintien de la paix ont pour **mandat de protéger les civils**, en particulier ceux qui sont menacés de violence physique

Protéger les civils est une responsabilité qui inclut toutes les parties d'une mission de maintien de la paix, les fonctions civiles, militaires et policières. Dans de nombreux cas, les missions de maintien de la paix sont autorisées à utiliser tous les moyens nécessaires, y compris l'utilisation de la force létale, pour prévenir ou répondre aux menaces de violence physique contre les civils, dans les limites des capacités et des zones d'opérations, et sans préjudice de la responsabilité du gouvernement hôte.

Remerciements

Le Département des opérations de paix tient à remercier chaleureusement chacune des personnes présentées dans cette série, qui ont pris le temps de partager leurs histoires et nous ont permis de les raconter dans cet ouvrage. Leur engagement et leur détermination au service de l'humanité sont des exemples à suivre.

Au-delà des personnes mises en lumière dans cette série, d'innombrables histoires témoignent de Casques bleus et d'autres individus ayant donné tout son sens au mandat de protection des civils à travers leur engagement. Si vous connaissez d'autres récits similaires qui mériteraient d'être racontés, veuillez contacter pbps-poc-unhq@un.org.

Le Département souhaite également rendre hommage aux nombreux civils dont la vie fait intrinsèquement partie des profils compilés dans cette série. Il réaffirme son engagement à protéger les civils, conformément à ses mandats et politiques.

Cette brochure est le fruit du travail de l'Équipe pour la protection des civils au sein de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation du Département des opérations de paix. Camille Victor mérite une reconnaissance particulière pour ses efforts dans la collecte des récits présentés ici.

L'Équipe pour la protection des civils adresse ses sincères remerciements au Canada, à l'Allemagne et au Royaume des Pays-Bas pour avoir rendu cette série possible, ainsi que pour leur soutien aux activités de maintien de la paix des Nations unies en faveur de la protection des civils.

Portraits de la Protection

01 Cecile Mbary née Mandza

02 Hiroko Hirahara

03 Maj. Gen. Patrick Cammaert

04 Muhiedin Hemiar

05 Amb. Elissa Golberg

06 Richard Bennett

07 Cephus Diggs

08 Pauline Maisonneuve

09 Puot Panyuan

10 Emilya Cermak

11 Gen. David B. Ngarambe

12 George Rautenbach

13 Cecilia Piazza

14 Sgt. Uberdan Correa

15 Jik Nwoyeocha

16 Sebastian Fasanello

17 Koffi Wogomebou

18 Ewa Turyk-Mazurek

19 Jinggang Bi

20 Maj. Radhika Sen

21 Prabin Khadka

22 Teohna Williams

23 Mwila Kamwela



Cecile Mbary née Mandza

Mission des Nations unies en RCA

Un incident à la fois : Utiliser le dialogue pour briser les cycles de violence

Des années de violence continue ont coûté la vie à d'innombrables personnes en République centrafricaine. C'est un cercle vicieux : un groupe attaque, l'autre riposte et le conflit se poursuit. Cecile, assistante de liaison communautaire à la MINUSCA, travaille chaque jour à briser ce cycle par le dialogue et la recherche de solutions pacifiques pour protéger les civils.

Un cas particulier lui revient en mémoire. Elle se souvient d'avoir été alertée un jour d'une tragédie : un père âgé et sa fille de neuf ans qui se rendaient à l'hôpital ont été tués par des membres d'un autre groupe ethnique, un mari et sa femme. Pour se venger, un groupe armé a capturé les auteurs du crime pour les tuer. Cecile savait qu'elle devait agir rapidement pour empêcher d'autres effusions de sang.

La MINUSCA a d'abord reçu l'alerte de l'un de ses points focaux dans le village. Le point focal avait suivi une formation dispensée par la Mission, il savait donc ce qu'il fallait chercher et ce qu'il fallait faire. Heureusement, le prêtre local avait négocié pour que les personnes enlevées soient mises à l'abri dans la paroisse, mais l'arrangement n'allait pas durer longtemps. L'objectif de Cecile est clair : elle doit les faire sortir sains et saufs et s'assurer qu'ils feront face à la justice de la bonne manière, c'est-à-dire sans violence supplémentaire.

Cecile partit immédiatement pour le village, accompagnée de collègues policiers et militaires. Elle rencontra la maire et lui expliqua la situation.

« La maire était profondément bouleversée. Elle a expliqué combien sa communauté avait souffert à cause du groupe auquel appartenaient le père et la fille », raconte Cecile. « J'ai fait preuve d'empathie, mais je lui ai rappelé que tuer n'apporte jamais la paix. Nous devons empêcher toute nouvelle violence. » Après un peu de persuasion, la maire a accepté de l'aider.

La nouvelle de l'arrivée de Cecile s'est rapidement répandue dans le village. « Le chef du groupe armé a demandé à me parler », décrit Cecile. « J'ai été placée dans une pièce avec lui, ainsi qu'avec mes collègues de la gendarmerie et de la police. J'aurais pu avoir peur, mais en sachant qu'ils me protégeaient, je me suis sentie en sécurité pour effectuer mon travail. » Le chef était en deuil, énumérant toutes les personnes de sa communauté qui avaient été tuées. « J'ai écouté attentivement et j'ai montré que je comprenais sa douleur. Je lui ai dit que nous ne pouvions pas nous contenter de nous concentrer sur le nombre de personnes tuées. Trop de vies ont été perdues des deux côtés. **Pour mettre fin à la violence, nous devons unir nos forces pour protéger les communautés.** »

En fin de compte, il a compris ce qu'elle lui disait. « Il a accepté que je prenne les personnes enlevées sous ma garde, sinon elles auraient été tuées sur place », raconte Cecile. « Je l'ai assuré que je relaierais ses griefs et ses recommandations de paix à la mission. Choisir les bons mots, faire preuve de sensibilité et faire en sorte qu'il se sente écouté ont été essentiels pour gagner sa confiance et sauver deux vies ce jour-là. » Cecile et ses collègues ont ramené les individus au bureau local de la MINUSCA, où ils ont été remis aux autorités chargées de l'application de la loi.

Ce jour-là, la capacité de Cecile à discuter et à établir un contact personnel avec les gens a permis d'éviter une nouvelle vague de violence et de briser le cycle, du moins temporairement. Au-delà de cet incident, Cecile a continué à protéger de nombreux autres civils de la menace de violence physique dans son rôle d'assistante de liaison communautaire, poursuivant son travail vital jusqu'à aujourd'hui.



Hiroko Hirahara

Mission des Nations unies
au Soudan du Sud

Surmonter les clivages : S'unir pour la paix

Le Sud-Soudan a accédé à l'indépendance en 2011, mais deux ans plus tard, une guerre civile a éclaté, divisant la nation et déplaçant des millions de personnes. Les populations ont fui leurs maisons et se sont réfugiés dans les complexes de la MINUSS. À Bentiu, la capitale de l'État d'Unité dans le nord, un site de protection des civils a été créé, abritant par la suite plus de 113 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Hiroko est arrivée à Bentiu en tant que chef du bureau local en 2016. Elle était déterminée à faire la différence, mais les défis étaient immenses. La population de Bentiu était divisée, avec les partisans du gouvernement d'un côté et les partisans de l'opposition de l'autre. Même les familles étaient divisées par le conflit. La plupart des civils qui avaient trouvé refuge dans le site de protection des civils de Bentiu soutenaient l'opposition. La violence était endémique et Hiroko se demandait souvent ce que la Mission pouvait faire pour aider.

« Jour après jour, j'ai parlé, négocié et même discuté avec le gouverneur de l'État et les dirigeants de l'opposition jusqu'à ce que nous parvenions à un certain degré de compréhension mutuelle et que nous développions la confiance », Hiroko se souvient. Pendant des années, le processus de paix semblait bloqué, et l'équipe de Hiroko, y compris la police de la mission, se battait constamment pour maintenir la stabilité sur le site de protection des civils.

Mais en septembre 2018, les choses ont changé. Les présidents du Soudan et de l'Ouganda ont négocié un accord de paix, et les habitants épuisés de Bentiu ont commencé à déployer leurs propres efforts de consolidation de la paix. Hiroko et l'équipe de la MINUSS à Bentiu ont soutenu ces efforts locaux, sachant que même les petits pas vers la paix étaient cruciaux. Une pensée persistait dans l'esprit de chacun : « Si cela ne se passe pas bien, il n'y aura pas de seconde chance. »

Le 15 décembre, Hiroko a reçu une nouvelle surprenante de la part du gouverneur de l'État. « Hiroko, chuchota-t-il, je viens d'apprendre que le gouverneur de l'opposition rentrera bientôt du Soudan. Il souhaite organiser avec nous une marche pour la paix. » Hiroko était sceptique mais pleine d'espoir. Elle a contacté les commandants de l'opposition pour vérifier si c'était vrai, et ils ont confirmé les plans. Le gouverneur de l'État et les chefs de l'opposition ont ajouté : « Nous comptons sur le soutien de la MINUSS. » Hiroko et ses collègues se sont immédiatement mis au travail.

Les discussions entre les factions se sont déroulées sans heurts et ont abouti à un accord prévoyant que 600 partisans de l'opposition, conduits par leur gouverneur, arriveraient à Bentiu la veille de Noël. Fait encore plus remarquable, ils seraient escortés depuis la frontière par des soldats du gouvernement et non par les leurs.

À la veille de Noël, des milliers de personnes déplacées qui n'avaient pas osé sortir du site de protection des civils depuis des années se sont déversées dans les rues de Bentiu. Elles ont salué joyeusement les soldats du gouvernement qu'elles craignaient autrefois, qui leur ont souri et leur ont rendu la pareille. Les femmes locales ont chanté des chansons joyeuses et dansé leur danse traditionnelle dans les rues. Les jeunes, remplis de joie, se sont écriés : « Merci, la MINUSS ! Merci, mama Hiroko ! » Tous les Casques bleus de Bentiu ont été mobilisés ce jour-là, et Hiroko a vu nombre d'entre eux – qui protégeaient les civils à l'intérieur du site 24 heures sur 24 et sept jours sur sept depuis des années – devenir émotifs, certains même au bord des larmes.

Lors d'une réunion organisée sur le site de protection des civils, les dirigeants des deux camps ont demandé pardon et se sont engagés à travailler ensemble pour la paix. Soudain, un commandant militaire a scruté la foule et a repéré Hiroko. « Aujourd'hui, nous devons également remercier la MINUSS et la femme qui dirige son bureau local ici à Bentiu », a-t-il déclaré. Pour Hiroko, ce fut un moment de profonde validation. « **J'ai réalisé que c'était le moment où tout notre travail en valait la peine ;** c'était le moment où les gens des deux côtés comprenaient enfin – ne serait-ce qu'un peu – le travail que l'ONU entreprend. »



**Maj. Gen. (Ret'd)
Patrick Cammaert**
Mission des Nations unies en RDC

Commander avec volonté: Le leadership créatif en temps de crise

Lorsque le général Cammaert est arrivé dans l'est de la République démocratique du Congo en 2005, la région était, selon ses propres termes, « en flammes ». Les civils étaient constamment menacés et les milices faisaient des ravages partout. Avant que Cammaert ne soit déployé pour commander la division orientale de la MONUC, le Secrétaire général Kofi Annan avait un message pour lui : « Général, je veux que vous agissiez. Bonne chance. » C'est tout. Pas de directives détaillées, juste un mandat pour protéger les civils menacés de violence physique.

Venant tout droit de New York, où il avait été conseiller militaire auprès du Département des opérations de maintien de la paix pendant quelques années, Cammaert avait une vision claire des choses. « Il fallait faire quelque chose pour protéger ces civils. Les gens à New York l'avaient compris. C'est le « comment » qui n'était pas clair. Le mandat de protection des civils était encore assez nouveau, et peu de gens avaient l'expérience ou les réponses, donc nous avons dû le définir. » Pour Cammaert, la force d'un mandat dépend de la volonté et de l'esprit d'initiative qui l'animent. « On en revient toujours à ces deux éléments cruciaux. La volonté est politique, le leadership est personnel, et les deux sont essentiels pour réussir ».

Cammaert savait que la première chose à faire était de restaurer la confiance dans les Nations unies. Immédiatement après que la division ait établi son quartier général, Cammaert et ses troupes se sont déplacés sans relâche, s'engageant dans des opérations risquées de bouclage et de ratissage. « Nous avons la volonté de mettre en œuvre le mandat en utilisant la force s'il le fallait, conformément aux règles d'engagement », se souvient Cammaert. Nous avons rapidement désarmé 18 000 milices dans le district d'Ituri en les prenant par l'oreille et en leur disant : « Vous désarmez ou nous vous ferons désarmer. » Cela a envoyé un message fort : les Nations unies étaient sérieuses et capables d'agir. « Nous les avons prévenus : ne jouez pas avec l'ONU ou vous en paierez le prix. »

L'approche de Cammaert n'était pas seulement fondée sur la force brute. Elle s'appuyait également sur des tactiques intelligentes et sur la créativité. Lorsque sa division ne disposait pas de la force ou des capacités nécessaires, elle avait recours à des stratégies novatrices, utilisant le matériel disponible pour distraire et désorienter les groupes armés, afin qu'ils ne puissent pas prédire les mouvements de l'ONU.

« Nous avons dû faire preuve de créativité », explique Cammaert. « C'est ainsi que nous avons réussi, en sortant des sentiers battus. La créativité est essentielle pour la protection des civils, mais elle est davantage étouffée aujourd'hui. »

Lors d'un voyage dans une autre région, Cammaert et son équipe ont rencontré des aînés locaux. Ils se sont plaints que les Nations unies n'en faisaient pas assez ou ne patrouillaient pas correctement. Il a comparé la situation à celle de New York, où l'on peut appeler le 911 en cas d'urgence. Il n'y avait rien de tel en RDC. La Mission a donc pris des mesures : elle a lancé l'opération 'Night Flash', mettant en place des « réseaux d'alerte communautaires » (CANS), où les habitants pouvaient alerter l'ONU en cas de problème à l'aide de téléphones ou de signaux tels que des cloches d'église, des sifflets, etc. et où l'ONU déployait d'urgence des forces de réaction rapide pour dissuader la menace. En l'espace de six mois, plus de 70 villages et hameaux ont été connectés. Au cours d'une telle opération, les unités utilisaient des obus de mortier éclairants, illuminant le ciel nocturne après avoir été alertées, afin d'effrayer les attaquants.

Pour Cammaert, la protection des civils ne fait pas seulement partie du mandat de la Mission, c'est la « raison d'être » du maintien de la paix.

« La protection des civils, en fait, est la raison pour laquelle vous êtes là. Vous laissez tout tomber lorsque des personnes sont tuées, torturées, violées... Vous ne pouvez pas être partout, mais où que vous soyez déployés, vous devez protéger les civils. »



Muhiedin Hemiar

Mission des Nations unies
au Darfour, Soudan

De la vengeance à la résolution : Désamorcer les conflits communautaires

Muhiedin n'a pas seulement travaillé au Darfour, il en est originaire. Ses liens profonds avec la région signifiaient qu'il connaissait les gens, y compris les principaux dirigeants locaux. Ces liens se sont révélés cruciaux un jour de 2016, lorsqu'un ami est venu lui annoncer une nouvelle troublante.

Cet ami, un instituteur à Khartoum et point focal tribal, venait d'apprendre que son frère aîné avait été tué par des membres d'une tribu voisine au Sud-Darfour. Les agresseurs avaient volé le bétail de son frère et l'avaient tué sur ce qu'ils considéraient comme leur terre d'origine. Travaillant à l'époque dans le domaine des affaires civiles au sein de la MINUAD, Muhiedin a compris ce qui allait se passer : « C'est un déclencheur de combats, ils vont riposter », a-t-il pensé.

En fait, la tribu de son ami avait déjà commencé à se mobiliser. Muhiedin savait que si la situation perdurait, elle dégénérerait en un conflit beaucoup plus important. Il encourage son ami à prendre le contrôle de la situation en s'adressant directement aux membres de sa tribu. « Tu es l'une des personnes les plus sages de la tribu », lui a dit Muhiedin, « et tu peux protéger ta communauté en résolvant ce problème pacifiquement. Ce sera bien mieux pour ta famille et ta tribu. Si tu te venges, toutes leurs vies seront en danger. » Son ami a écouté. Il a appelé sa famille au village et l'a suppliée : « S'il vous plaît, n'agissez pas encore. Arrêtez la mobilisation, enterrez le cadavre et ne cherchez pas à vous venger avant mon arrivée. »

Il ne s'agissait pas seulement de mettre fin à la violence, mais aussi de faire preuve de leadership. Dans ces tribus, la question de la bravoure se posait, selon Muhiedin. Si son ami n'y allait pas en personne, la tribu pourrait penser qu'il renonçait à venger son frère par manque de courage. « Tu dois être présent pour expliquer pourquoi il vaut mieux ne pas riposter, non seulement pour ta famille mais aussi pour toute la communauté », a déclaré Muhiedin.

Le temps était compté. Muhiedin avait déjà vu des situations similaires dégénérer et savait qu'il était important d'agir rapidement et de faire preuve d'ingéniosité. En tant qu'officier des affaires civiles, il avait pour mission officielle de faciliter la résolution des conflits. Normalement, il contactait des interlocuteurs locaux pour évaluer le niveau de tension et, si nécessaire, des Casques bleus étaient envoyés sur place pour apaiser la situation. Mais cette fois-ci, il savait que c'était son ami qui devait partir. Muhiedin s'est arrangé pour qu'il voyage sur les vols de la MINUAD de Khartoum au Sud-Darfour.

Le lendemain matin, son ami a retrouvé sa famille et sa communauté. Sa présence et ses explications ont été cruciales. Il leur a parlé de ce dont il avait discuté avec Muhiedin la veille : les dangers d'une escalade du conflit et les conséquences plus larges s'ils choisissaient la violence. Il leur a expliqué que la vengeance ne ferait qu'aggraver les pertes de part et d'autre et les a exhortés à passer par les voies légales. Ses paroles les ont convaincus. Au lieu de se venger, la communauté a porté l'affaire devant la justice traditionnelle et, grâce à un système de compensation familiale, la responsabilité du décès a été établie.

Grâce à l'intervention rapide de Muhiedin et au leadership de son ami, un conflit majeur a été évité. La tribu a choisi la voie de la paix, évitant ainsi que la situation ne devienne incontrôlable. En réfléchissant à l'incident, Muhiedin explique : « **Il ne s'agissait pas seulement d'arrêter un conflit.**

Il s'agissait de protéger l'ensemble de la population contre la violence. Si nous n'avions pas agi aussi rapidement, la situation aurait pu dégénérer en affrontements violents, avec le risque de faire des centaines, voire des milliers de victimes. » Ce n'est qu'une des nombreuses fois où Muhiedin et ses collègues sont intervenus pour prévenir les affrontements communautaires au Darfour, des efforts souvent invisibles précisément parce qu'ils fonctionnaient.



Amb. Elissa Golberg

Conseil de sécurité de l'ONU

Premières résolutions: Inscrire la protection à l'ordre du jour

Lorsque le Canada est arrivé au Conseil de sécurité en 1999, la communauté internationale était encore sous le choc des atrocités commises dans les années 1990. À l'époque, les missions de l'ONU se concentraient sur la protection des convois humanitaires et de l'aide, plutôt que sur la protection des personnes, que certains qualifiaient de « morts bien nourris ». Elissa, alors chargée de mission au ministère canadien des affaires étrangères à Ottawa, a constaté un besoin de mieux faire.

Avec une détermination sans faille, Elissa et ses collègues se sont mis au travail et ont abouti aux résolutions 1265 (1999) et 1296 (2000) du Conseil de sécurité, qui ont inscrit la protection des civils à l'ordre du jour du Conseil. Avec ces textes, le Conseil a reconnu son rôle dans la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des civils, y compris son intention d'autoriser les missions de maintien de la paix des Nations unies à recourir à la force pour protéger les civils lorsque cela s'avère nécessaire. Ces résolutions, à la rédaction desquelles Elissa a joué un rôle clé, ont fourni les bases pour la protection des civils aux Nations unies.

Elissa se remémore ces 25 dernières années : « Le fait que presque toutes les opérations de maintien de la paix menées depuis lors aient été dotées d'un mandat de protection des civils est remarquable. Il en va de même pour l'inclusion systématique des opérations de maintien de la paix dans la formation et la doctrine militaire. On comprend également que tous les acteurs du système des Nations unies ont un rôle à jouer en matière de protection. La protection des civils est ancrée dans les esprits. Les attentes ont augmenté. »

Pour l'avenir, afin de maintenir le progrès, le conseil d'Elissa au personnel de l'ONU est clair : « Soyez audacieux, soyez courageux. Donnez vos meilleurs conseils au Secrétaire général et au Conseil de sécurité. » Et même si la tâche peut sembler ardue en raison du climat géopolitique actuel, Elissa nous rappelle que « la protection des civils était censée combler une lacune criante mais nous savions qu'il ne s'agissait pas d'une panacée. Nous ne pouvons pas arrêter toutes les attaques mais chaque effort compte. **Le renforcement de la protection des civils est un agenda profondément pratique et réalisable.** »

“
« **Soyez audacieux, soyez
courageux. Donnez vos
meilleurs conseils au
Secrétaire général et au
Conseil de sécurité.** »
”



Richard Bennett

Mission des Nations unies
en Sierra Leone

L'appel de minuit : Une demande inattendue

Lorsque son téléphone a sonné à minuit, Richard a été complètement désorienté quand son interlocuteur s'est identifié comme étant « MINUSIL ». C'était en 2000 et Richard dirigeait l'unité des droits de l'Homme de la mission des Nations unies en Sierra Leone – connue sous l'acronyme MINUSIL. Il s'est avéré que l'appelant appartenait au tristement célèbre groupe rebelle du Front révolutionnaire uni (RUF), et il a expliqué que la MINUSIL était son nom de guerre. Pendant trois nuits consécutives, ce mystérieux personnage a appelé, toujours à minuit, la seule heure à laquelle il pouvait avoir accès à un téléphone, a-t-il dit.

Le rebelle avait une demande inhabituelle : « Nous aimerions recevoir une formation sur les droits humains. » Ce n'est pas tous les jours que des combattants demandent une leçon sur les droits humains, et encore moins au cours d'une guerre civile particulièrement brutale. « Même s'ils continuaient à se battre, ils voulaient apprendre les règles », se souvient Richard. Il y avait quelque chose au-delà des combats que les rebelles voulaient comprendre, quelque chose à propos des limites, de la responsabilité et de ce qu'ils auraient pu faire.

Après en avoir discuté pendant un certain temps et avoir rencontré « MINUSIL » en personne, Richard et son équipe ont accepté d'organiser un atelier. La formation serait proposée non seulement au RUF, mais aussi aux combattants de divers autres groupes qui avaient manifesté leur intérêt pour les droits humains. L'atelier a eu lieu à Freetown, dans une maison que les rebelles ont prise d'assaut.

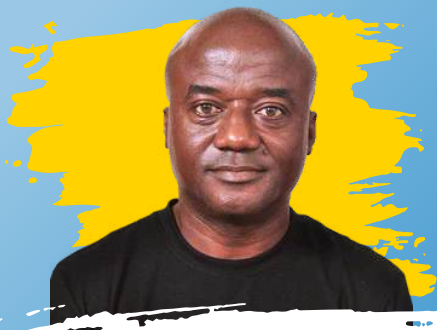
Richard se souvient de la scène surréaliste qui s'est déroulée à leur arrivée. « Je me souviens d'être entré dans la salle », raconte-t-il. « Ils avaient aligné des chaises à la manière d'une salle de classe, comme pour un « vrai » atelier, et portaient même des badges avec leur nom et fournissaient le déjeuner. » Il ne s'agissait pas de commandants de haut rang, mais de combattants de niveau inférieur venus de leur propre initiative. « Ce n'était pas formel, et ce n'était pas quelque chose qu'on leur avait ordonné de faire. C'était quelque chose qu'ils avaient choisi. »

Les participants, qui s'étaient battus entre eux, s'étaient néanmoins coordonnés pour cette formation avec un intérêt commun : comprendre les règles de la guerre. L'équipe de Richard les a instruits sur le droit international humanitaire et les droits humains. « Ils étaient assidus, ils écoutaient, certains prenaient des notes », raconte-t-il. « La plupart étaient des hommes jeunes, désireux de savoir s'ils violaient les droits de l'homme et quels étaient leurs propres droits. »

Le timing était déterminant. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone était en cours d'établissement et une Commission Vérité et Réconciliation était en préparation. Nombre de ces combattants étaient probablement en train de réfléchir à leurs actions. « Je pense que l'obligation de rendre des comptes en faisait partie », explique Richard, « mais il y avait aussi le sentiment qu'ils étaient véritablement horrifiés par ce qu'ils avaient vu ou fait. »

Cet atelier, qui a eu lieu contre toute attente, a été un moment rare où les personnes impliquées dans les violences ont cherché une voie différente, montrant une volonté d'apprendre et de réfléchir. Pour Richard, il s'agit d'une étape modeste mais significative, qui prouve que même dans les conflits les plus sombres, il peut y avoir une ouverture vers le changement.

“
**« Même s'ils continuaient à
se battre, ils voulaient
apprendre les règles. »**
”



Cephus Diggs

Mission des Nations unies au Soudan

Les ramener à la maison : Une mission pour sauver les enfants enlevés

Les enlèvements d'enfants étaient une tactique courante de violence entre les groupes tribaux du Soudan du sud lorsque Cephus est arrivé en tant qu'officier chargé de la protection de l'enfance au sein de la MINUS. Mais un incident survenu en 2009 a marqué un tournant important dans la manière dont la Mission a réagi à de telles situations. Dans ce cas, la MINUS a reçu une alerte urgente d'un partenaire local : un village venait d'être attaqué par un groupe connu pour ses enlèvements d'enfants. Des civils ont été tués, des familles ont été déplacées et plusieurs enfants ont été enlevés.

La Mission a alors lancé une réponse rapide et les troupes de l'ONU ont sécurisé la zone. Cephus a pris l'avion avec d'autres membres du personnel civil pour évaluer la situation. Leur principal objectif : faire libérer ces enfants et s'assurer qu'ils soient rendus à leurs familles en toute sécurité. Mais cela n'a pas été facile. « La situation était fragile. Les émotions étaient vives », explique Cephus. « Il ne s'agissait pas d'un incident isolé. Les deux communautés avaient subi des pertes au fil des années. Dans ce cas, le groupe qui avait attaqué et enlevé des enfants se vengeait – certains de leurs propres enfants étaient encore retenus en captivité. »

La MINUS connaissait bien ces groupes ; elle avait travaillé avec eux de diverses manières, en leur fournissant des formations et un soutien. Mais comme le dit Cephus : « Ce n'était pas une garantie de succès. Les relations sont importantes, mais pendant les hostilités, les choses sont imprévisibles et les attitudes peuvent rapidement changer. Pourtant, nous étions là, et nous nous sommes engagés à continuer à parler, à continuer à faire pression, pour que ces enfants soient libérés. »

Une avancée a eu lieu lorsque la mission a obtenu le soutien de dirigeants locaux influents. « La plupart des habitants croyaient en leurs chefs, alors nous avons fait pression sur eux. Nous leur avons parlé des graves conséquences de la situation et ils se sont peu à peu ralliés à notre cause. »

Mais il y avait une impasse : aucun des deux partis ne voulait être le premier à libérer les enfants. Un groupe avait beaucoup moins d'enfants enlevés que l'autre. Cephus et ses collègues ont finalement réussi à convaincre ce groupe de faire le premier pas. Ils ont remis les enfants à la MINUS, et l'autre groupe a rapidement suivi.

Une fois tous les enfants sous leur garde, la Mission a organisé leur transport par un hélicoptère de la MINUS. « Ces enfants n'étaient jamais montés dans un bus ou un train, et encore moins dans un hélicoptère », se souvient Cephus. « La plupart d'entre eux étaient effrayés. Nous les rassurons en leur disant qu'ils reverraient bientôt leur famille. » Il y a eu une exception, un enfant dont la joie de vivre l'aventure de l'hélicoptère a semblé l'emporter sur l'anxiété de la situation. Un collègue qui se trouvait à bord de l'hélicoptère ce jour-là se souvient : « Alors que nous chargions l'appareil, nous pensions l'avoir perdu. Mais nous l'avons retrouvé à l'intérieur de l'hélicoptère. Il était tout excité – attaché et prêt à partir. » Lorsque l'hélicoptère a atterri, l'UNICEF et ses homologues du gouvernement étaient là pour accueillir les enfants ; ils se sont ensuite efforcés de retrouver leurs familles et de les ramener chez eux.

Selon Cephus, l'approche globale de la Mission de la MINUS pour protéger les civils a été la clé du succès de l'opération. « **Ces enfants ont retrouvé leur famille parce que toute la mission a travaillé ensemble** », explique-t-il. « C'est la force du maintien de la paix : nous réunissons l'armée, la police, la protection de l'enfance, les affaires civiles et bien d'autres sections. Pour les vols, le conseiller juridique et les collègues du soutien à la mission ont joué un rôle crucial. Nous disposons de capacités logistiques que personne d'autre ne possède dans ce type d'environnement. Nous travaillons en partenariat avec d'autres acteurs de la protection de l'enfance, y compris le ministère concerné. Il s'agit véritablement d'un effort multilatéral, où nous travaillons tous ensemble. »



Pauline Maisonneuve

En mémoire

En mémoire : L'engagement inébranlable de Pauline Maisonneuve

Pauline était une force de la nature dans le monde des droits humains et du maintien de la paix. Pour ceux qui ont travaillé à ses côtés, son dévouement et son humour étaient constants, même dans les situations les plus difficiles. Au cours de ses 16 années passées au sein des Nations unies, elle a été animée par une foi inébranlable en la justice et par un engagement farouche en faveur de la protection des civils.

Au début de sa carrière, en tant que Volontaire des Nations unies pour la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), Pauline a été l'une des premières personnes civiles déployées sur une base isolée dans l'est du Tchad. Elle a mené des enquêtes sur les détentions illégales et les violences sexuelles tout en surveillant les violations dans les camps de réfugiés près du Darfour. « Nous étions deux jeunes femmes sur une base militaire », se souvient sa collègue. « Les conditions étaient difficiles, mais son sens de l'humour et son humanité n'ont jamais faibli. »

Cette expérience a éveillé sa passion durable pour les droits humains. Depuis le Tchad, elle a rejoint la Mission de stabilisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO). Sa superviseure de l'époque se souvient de l'empressement de Pauline à apprendre et à relever de nouveaux défis. « Elle a rejoint notre unité de protection sans expérience préalable en matière de protection des civils, mais elle s'est rapidement adaptée. En peu de temps, elle dirigeait des réunions de haut niveau et conseillait la justice militaire sur les mesures de protection des victimes de violations des droits humains pendant les procès. Elle apportait un esprit juridique aiguisé à tout ce qu'elle faisait, mais ne perdait jamais de vue les personnes pour lesquelles elle se battait ».

Pauline s'est ensuite rendue à New York, où elle a rejoint le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, OCHA, en tant qu'administratrice auxiliaire. Elle y coordonne le processus d'information du groupe d'experts informel du Conseil de sécurité sur les droits de l'homme et la paix. En peu de temps, elle s'est fait connaître pour sa capacité à faire le lien entre les réalités du terrain et les discussions de haut niveau au siège des Nations unies, en comblant le fossé pour s'assurer que les voix du terrain soient entendues. Un collègue se souvient : « Elle ne se contentait pas de produire des documents. Elle était passionnée par l'idée de faire entendre les voix du terrain au Conseil de sécurité. Elle savait que la protection des civils ne se résumait pas à des résolutions, mais qu'elle avait un impact sur le monde réel. »

Désireuse de retourner sur le terrain, Pauline a continué à travailler pour OCHA au Mali et au Liban. Plus tard, en tant qu'officier des droits humains et point focal sur la protection des civils de la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti, MINUJUSTH, elle a travaillé sans relâche pour revitaliser les efforts de protection, notamment en unissant les composantes de la Mission dans le cadre d'une approche collaborative. L'ancien chef d'état-major souligne son cœur et son courage : « Elle a connu des terrains difficiles au Tchad et au Mali, mais elle a continué à croire en son travail. Elle a mis en place un groupe de travail, a organisé des réunions régulières et a été l'épine dorsale de l'effort de la Mission en matière de protection des civils. »

Après Haïti, Pauline est retournée à New York, où elle a rejoint le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme. Au sein de la section de soutien aux missions de paix, elle a dirigé les travaux du Bureau en matière de protection des civils, collaborant avec l'ensemble du Secrétariat pour donner la priorité à la protection à chaque occasion. De sa première affectation à sa dernière fonction, la protection des civils a été l'objectif constant qu'elle a porté dans toutes les missions. Elle a exercé cette fonction jusqu'à son décès en février 2024, après une courageuse bataille contre le cancer. Son héritage se perpétue à travers les innombrables vies qu'elle a touchées, les collègues qu'elle a inspirés et les civils qu'elle a contribué à protéger. Selon un ancien collègue, **« Pauline incarnait l'esprit d'un véritable Casque bleu : elle défendait sans peur les civils et les droits humains, quels que soient les obstacles. »** Son engagement inébranlable en faveur de la justice continue d'inspirer ceux qui suivent ses traces.



Puot Panyuan

Mission des Nations unies
au Soudan du Sud

Franchir les portes : Chercher la protection, protéger les autres

Avant que la guerre n'éclate au Soudan du Sud en 2013, Puot était instituteur dans l'État de Jonglei. Lorsque la violence a éclaté dans la ville de Bor le 18 décembre, il a couru avec d'autres vers la résidence du gouverneur de l'époque, dans l'espoir de trouver des informations. Mais l'enceinte a rapidement fait l'objet d'attaques massives. Confus et effrayés, Puot et un groupe d'autres personnes ont couru à l'extérieur, cherchant désespérément à se mettre à l'abri.

« Il y avait des voitures, se souvient-il, nous avons sauté dedans et nous sommes allés à la MINUSS. » La scène était chaotique, les gens fuyant dans toutes les directions. « Nous n'avions pas d'autre choix que de nous rendre dans l'enceinte de la MINUSS. Nous savions qu'il y avait des soldats de la paix et qu'ils nous protégeraient. »

Puot pensait qu'il s'agirait d'un refuge temporaire, juste pour quelques heures ou peut-être une journée. Il est venu sans rien d'autre que les vêtements qu'il portait et ses chaussures. Mais au fil des jours, il est devenu évident que la situation était loin d'être réglée. L'enceinte était surpeuplée. En tant qu'enseignant, Puot s'est retrouvé à devenir une source d'information pour son entourage. Les gens lui demandaient s'il était prudent de partir ou quand les combats prendraient fin. Il ne pouvait que leur dire ce qu'il savait : « Pour l'instant, l'enceinte de la MINUSS est plus sûre que l'extérieur. »

Au fil du temps, Puot a commencé à travailler avec diverses organisations au sein du complexe, de l'IRC à Oxfam, apportant son aide partout où il le pouvait. En 2014, il a rejoint la Division des droits de l'homme de la MINUSS pour enquêter sur une attaque récente contre la population de déplacés internes hébergée à la base de la MINUSS.

Bien qu'il n'ait aucune formation ou expérience formelle en matière d'enquêtes sur les droits humains, il a joué un rôle crucial en identifiant et en localisant les victimes et leurs familles, en traduisant et en menant des entretiens et en soutenant les victimes et les survivants. Selon son superviseur de l'époque, « travailler avec Puot a été l'une des rares lumières dans cette période sombre ; il était calme et humble tout en étant extraordinairement efficace et performant. C'est l'un des meilleurs enquêteurs en matière de droits humains avec lesquels j'ai travaillé. » En peu de temps, il est devenu un élément essentiel de la MINUSS et de la communauté.

Puot a passé près de quatre ans sur le site de protection des civils de Bor avant de partir. Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis qu'il a travaillé avec la MINUSS dans le domaine des droits humains, sa carrière de journaliste s'est épanouie. Il a suivi une formation aux États-Unis en 2016 dans le cadre d'un programme international sur les médias, a obtenu une licence en communication de masse et en journalisme, et contribue désormais aux efforts de paix et de protection sur le site de protection des civils de Bentiu. Il y est basé depuis 2017 et dirige des projets médiatiques qui relient les communautés locales aux partenaires humanitaires.

Se remémorant son séjour sur le site de protection des civils de Bor au début de la guerre, Puot est bien conscient d'une chose : « Beaucoup plus de civils auraient été tués si la MINUSS n'avait pas été là, ou si elle avait décidé de fermer les portes. Des personnes éloignées de la MINUSS ont été tuées, à différents endroits, parce qu'il n'y avait personne pour les protéger. Si les Nations unies n'avaient pas été présentes, la situation au Sud-Soudan serait différente. La situation serait bien pire qu'elle ne l'est aujourd'hui. »

“
**« Nous savions qu'il y avait
des soldats de la paix et
qu'ils nous protégeraient. »**
”



Emilya Cermak

Mission des Nations unies au Mali

Stopper l'avancée : Un engagement stratégique pour mettre fin à la violence

En avril 2014, alors qu'un accord de paix fragile était en suspens, le Mali a de nouveau été secoué par de violents affrontements entre les forces gouvernementales et des groupes armés non étatiques. Emilya avait rejoint la MINUSMA en tant que spécialiste des droits humains l'année précédente, lors de la création de la Mission, voyageant dans différentes régions où les bureaux n'avaient pas encore été ouverts. Dans le cadre de ce processus, elle a dressé la carte des principales parties prenantes, établissant des liens essentiels avec les chefs locaux et les groupes armés, ce qui s'est avéré crucial lorsque la violence a éclaté au printemps.

La crise s'est déclenchée lorsque les forces gouvernementales ont reçu l'ordre de reprendre le contrôle de Kidal, la dernière enclave des groupes armés non étatiques. Cette offensive menaçait directement le processus de paix déjà fragile. Tôt ce matin-là, un membre d'un groupe armé a appelé la MINUSMA, l'avertissant : « Ils commencent à tirer. Dites-leur d'arrêter, parce que s'ils continuent, ils vont perdre. » Et ils ont perdu. Les forces militaires ont subi des pertes, des fonctionnaires ont été tués et l'opération a été abandonnée.

Enhardis par leur victoire, les groupes armés ont commencé à avancer dans d'autres régions, s'emparant de villes alors que des civils terrifiés fuyaient leurs maisons. En réponse, la MINUSMA a mobilisé toutes les ressources disponibles. La réponse à la crise a été activée, les collègues de la Mission se réunissant quotidiennement pour discuter des informations recueillies auprès de sources locales dans les zones touchées. Emilya, qui avait ouvert un bureau à Kidal l'année précédente, a maintenu son propre réseau de sources pour suivre l'évolution de la situation. « Nous rassemblions des informations sur les avancées des groupes armés, les violations potentielles des droits humains et les dommages qu'ils infligeaient », explique-t-elle. « Nous devons les arrêter. Les civils et le processus de paix étaient en danger. »

Un jour, la Mission a reçu des appels de détresse de civils de Menaka signalant que plusieurs ONG avaient été pillées par des groupes armés. Emilya connaissait le commandant qui dirigeait le groupe armé dans cette région. « Je l'avais rencontré à Kidal l'année précédente, lors de la création de la Mission », se souvient-elle. « À l'époque, nous étions là pour expliquer notre mandat et nous avons passé des heures à écouter leurs doléances. C'est ainsi que nous avons établi un rapport et une relation de confiance. Après cette première rencontre, nous sommes restés en contact sur différentes questions relatives aux droits humains. »

Emilya a donc appelé le commandant. « Je lui ai rappelé tous nos engagements et que pour être pris au sérieux dans un processus de paix, il faut respecter les droits humains et le droit international. Sinon, vous perdrez toute crédibilité. » Dans un premier temps, le commandant a nié qu'il s'agissait de ses hommes, attribuant le pillage à des éléments voyous. Sans se décourager, Emilya l'a pressé en déclarant : « S'il s'agit d'éléments voyous, c'est pire – cela montre un manque de contrôle. **Prenez les choses en main, arrêtez d'avancer et mettez fin aux violations.** » Son insistance a porté ses fruits : les ONG ont rapidement informé la Mission que les pillages avaient cessé. Le plaidoyer avait marché.

L'engagement continu de la Mission auprès des groupes armés non étatiques dans tout le pays a joué un rôle clé dans l'efficacité de cet appel. « Cela a fonctionné parce que nous étions considérés comme impartiaux. Les groupes armés ont respecté ce que nous disions », remarque Emilya. « Nous avons été clairs dès le début : nous ne prenons pas parti et nous vous dénoncerons pour les violations des droits humains. »

Pour Emilya, la protection des civils passe par le dialogue. « Il faut savoir à qui l'on s'adresse, comment communiquer efficacement et leur montrer que l'arrêt de la violence est bénéfique pour tout le monde. » Son lien direct avec le commandant a été déterminant à cet égard. « Nous avions des contacts que d'autres n'avaient pas », explique-t-elle. « Je pouvais l'appeler directement grâce aux relations que j'avais établies, et cela a fait toute la différence. » L'intervention d'Emilya a contribué aux efforts de la Mission pour stabiliser la zone, donnant au processus de paix une chance de se remettre sur les rails.



Gen. David B. Ngarambe

Mission des Nations unies
au Soudan du Sud

Ouvrir les portes : Quand une base devient un havre de paix

En décembre 2013, le général de brigade David Ngarambe, alors commandant d'un contingent de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS), a été confronté à un défi sans précédent. Jusque-là, Juba, la capitale, était en paix. « Toute la ville était calme – pas de conflit, pas de groupes armés », se souvient-il. Mais le matin du 15 décembre, vers 5h30, le calme a volé en éclats. Ngarambe et son équipe ont été réveillés par des explosions – des projectiles ont illuminé le ciel. En quelques instants, il s'est mis à l'œuvre, renforçant la clôture du périmètre de la base et contactant le commandant de la force. Ses priorités étaient claires : protéger la base, comprendre la situation et se préparer à la suite des événements.

De manière inattendue, des civils locaux ont commencé à arriver aux portes de la MINUSS. Au début, ils étaient vingt, peut-être trente. Mais au fur et à mesure que les combats s'intensifiaient, de plus en plus de personnes affluaient dans la zone. À 6 h 30, ils étaient des centaines, et à 9 h, des milliers. Hommes, femmes et enfants se pressent aux portes, cherchant la protection. « Ils pleuraient, nous suppliant de les laisser entrer. Ils pensaient qu'ils ne seraient en sécurité que s'ils se trouvaient à l'intérieur de la base », explique Ngarambe. En voyant leurs visages effrayés, il a senti le poids d'une décision imminente.

Pour Ngarambe, cette mission allait au-delà d'un devoir professionnel – elle était profondément personnelle. Il a repensé à son pays, le Rwanda, et aux horreurs du génocide de 1994. « À l'époque, des civils étaient massacrés aux portes des Nations unies », se souvient-il. « Je ne pouvais pas rester les bras croisés et regarder cela se reproduire à Juba. » Ngarambe a décidé que l'histoire ne se répéterait pas. Il a immédiatement contacté le commandant de la force pour lui demander l'autorisation d'ouvrir les portes. « Tout bon commandant qui comprend son mandat aurait fait de même », affirme-t-il fermement. « Si quelqu'un avait été blessé à l'extérieur de nos barrières, cela aurait été un échec des Nations unies, un échec de notre responsabilité de protéger les civils. »

En milieu de matinée, après des discussions avec les dirigeants de l'ONU, Ngarambe a reçu l'autorisation. Il est soulagé. Mais l'ouverture des portes était assortie de conditions : il devait maintenir la sécurité à l'intérieur de la base, veiller à ce que les civils ne perturbent pas les opérations et désarmer tout personnel armé parmi eux. En étroite coordination avec les autorités et les forces locales, avec lesquelles il avait établi de solides relations de travail au fil des mois, Ngarambe et ses collègues ont géré l'afflux. Les personnes qui affluaient venaient de tous les horizons de la société de Juba : tous les groupes ethniques, les démunis et les élites, les bébés et les anciens combattants. Tous considéraient la MINUSS comme leur seul refuge.

À l'intérieur de la base, de nouveaux défis sont apparus. Personne n'était préparé à l'ampleur du nombre de personnes ayant besoin d'aide, et les troupes ont failli être débordées. Mais les soldats de la paix ont fait preuve d'altruisme : ils ont partagé leurs propres rations et ont presque épuisé leurs fournitures médicales. Ils se sont concentrés sur les plus vulnérables : les enfants et les femmes enceintes. Des équipes médicales ont soigné les malades et des provisions ont été fournies, le personnel militaire travaillant 24 heures sur 24 jusqu'à l'arrivée de l'aide humanitaire quelques jours plus tard.

Les civils ont continué à affluer dans la base dans les jours qui ont suivi. Tout au long de cette épreuve, la coopération a été cruciale. Les équipes militaires, policières et civiles de l'ONU ont collaboré étroitement. Les officiers de sûreté et de sécurité de l'ONU et le personnel civil de la MINUSS se sont tenus aux côtés de l'équipe de Ngarambe, veillant à ce que les communications et le soutien soient continus. « Pour protéger les civils, nous devons agir dans l'unité pour atteindre notre objectif commun », explique-t-il.

En fin de compte, l'action de Ngarambe a sauvé d'innombrables vies. Il souligne qu'il a fait cela parce qu'il comprenait le mandat de la mission. « Le mandat vous donne le pouvoir d'agir avec confiance », explique-t-il. « Ce matin-là, lorsque j'ai conseillé au commandant de la force d'ouvrir les portes, j'étais sûr de faire ce que le mandat exigeait : protéger les civils, notre tâche prioritaire. »

Ngarambe estime que l'impartialité est essentielle au maintien de la paix. « Si l'une ou l'autre des parties avait douté de notre impartialité, cela aurait compromis notre succès », explique-t-il. « Tout le monde a compris que la MINUSS était là pour protéger les civils. Cette confiance mutuelle nous a permis de mettre en œuvre des mesures aussi radicales. » Alors que les civils s'installaient dans la base, enfin en sécurité, Ngarambe savait que, cette fois, l'ONU avait fait ce qu'il fallait.



George Rautenbach

Mission des Nations unies
en Côte d'Ivoire

Un équilibre délicat : Naviguer entre impartialité et usage de la force robuste

De son séjour en Côte d'Ivoire au sein de l'ONUCI, George garde de vifs souvenirs en tant que chef d'état-major pendant une période turbulente. Fin 2010, Laurent Gbagbo, le président sortant, a refusé de démissionner après avoir perdu les élections. Début 2011, les tensions ont explosé lorsque les forces de Gbagbo ont déployé des armes lourdes à Abidjan, la capitale densément peuplée de la Côte d'Ivoire, mettant les civils en danger.

Alors que les membres du Conseil de sécurité à New York ont demandé une action immédiate, George a vu la situation comme un délicat exercice d'équilibre. « Certains États membres voulaient agir tout de suite », se souvient-il, « mais nous savions que pour pouvoir utiliser une force robuste, nous avions besoin du soutien d'acteurs régionaux tels que l'Union africaine et la CEDEAO. Nous devons progressivement prendre de l'élan. » Le représentant spécial du secrétaire général (RSSG) de la Mission était conscient de la menace qui pesait sur les civils et a choisi d'agir avec prudence pour ne pas envenimer la situation. Il a donné la priorité au timing, attendant le bon moment pour s'assurer un soutien politique sans compromettre l'impartialité. « L'impartialité était cruciale », explique George. « On ne peut pas être neutre, mais on doit être impartial. »

Une fois le soutien politique des différentes parties prenantes obtenu, le RSSG a décidé que le moment était venu et a demandé à New York l'autorisation d'agir de manière décisive. Le Conseil de sécurité a répondu par une résolution introduisant une nouvelle formulation du mandat qui autorisait tous les moyens nécessaires pour empêcher l'utilisation d'armes lourdes contre les civils. « Cette formulation a été spécifiquement élaborée entre New York et le terrain pour nous donner une légitimité », note George, « pour expliquer pourquoi nous déployons des hélicoptères d'attaque et une force plus importante pour protéger les civils. »

L'effet a été presque immédiat. Cinq jours seulement après l'adoption de la nouvelle formulation du mandat, le 4 avril, l'ONUCI a mené sa première série de frappes aériennes contre l'artillerie de Gbagbo, suivie d'une deuxième le 10 avril, aux côtés des forces françaises sur le terrain.

Tout au long de ces journées, le quartier général de la mission s'est transformé en une base attaquée, visée à plusieurs reprises par des tirs de mortier. Les réunions de gestion de crise sont devenues routinières, le personnel recalibrant continuellement chacun de ses mouvements. « Vous vous demandez constamment si c'est aujourd'hui que tout va s'arrêter », se souvient George. Le matin suivant la première frappe aérienne, George s'est précipité dans le bureau du RSSG, espérant brièvement que le pire était passé. Mais le soulagement a été de courte durée. « Nous devions continuer à pousser », dit-il. Bien que la première série de frappes n'ait pas réussi à stopper l'emprise de Gbagbo, la seconde s'est avérée décisive, conduisant finalement à sa capture le 11 avril par les forces loyales au président nouvellement élu.

Ce matin-là, le RSSG a rallié les soldats de la paix : « Allons-y, il faut sortir dans les rues. » L'ONUCI a rapidement organisé un défilé de véhicules militaires à travers Abidjan, démontrant ainsi que la crise était terminée. Le convoi a assuré aux habitants que Laurent Gbagbo avait été fait prisonnier, les encourageant à retourner en toute sécurité à leur vie quotidienne. Les civils se sont déversés dans les rues, applaudissant à tout rompre, reconnaissants du rôle joué par les Nations unies dans le rétablissement de la paix. « C'était un sentiment incroyable », se souvient George. « Se sentir utile – savoir que ce que nous avons fait a vraiment changé les choses. Les gens étaient si reconnaissants ; c'est quelque chose que je n'oublierai jamais. »

Pour George, l'expérience en Côte d'Ivoire a mis en évidence la force d'une stratégie coordonnée, de la patience et de l'unité entre le terrain et le siège. « L'ONU est une seule et même entité. Nous échangeons constamment avec le siège à New York. À un certain moment, nous envoyions quotidiennement des câbles codés – une pratique qui n'existe pratiquement plus. Ce va-et-vient était essentiel pour parvenir à une compréhension commune de la situation. Mais surtout, cela nous a permis de sentir que nous n'étions pas seuls. **Le soutien de New York nous a permis de tenir le coup dans l'une des situations les plus difficiles que nous ayons jamais connues.** »

En fin de compte, le succès de l'ONUCI a été plus qu'une réussite militaire : il a mis en évidence la façon dont la protection des civils, même une protection physique robuste, fonctionne mieux lorsqu'elle fait partie d'une stratégie politique plus large.



Cecilia Piazza

Mission des Nations unies au Mali

Un face-à-face tendu : Quand l'engagement et la force protègent les vulnérables

Lorsque Cecilia est devenue cheffe du bureau de terrain de la MINUSMA à Tombouctou, au Mali, en 2013, elle s'attendait à devoir relever des défis de taille dans un environnement aussi volatile. La région était marquée par un processus politique délicat et la présence de groupes armés non étatiques, y compris dans les environs de Tombouctou. Et ce qu'elle a rencontré dans les premiers jours de la Mission a mis à l'épreuve la détermination de son équipe à protéger les civils et à maintenir en vie les discussions fragiles sur le cessez-le-feu.

Le matin du 28 avril 2015, Cecilia a reçu une nouvelle urgente. Des rebelles armés s'étaient approchés de la ville, leurs jeeps positionnées de manière menaçante à la périphérie. Leur direction avait demandé le départ des forces de défense et de sécurité maliennes à Tombouctou et indiqué son intention d'entrer dans la ville pour les déloger. « Nous craignons qu'ils n'entrent par la force », se souvient-elle. « Une confrontation armée entre les rebelles et les forces maliennes stationnées dans la ville risquait d'entraîner des pertes humaines et le déplacement de civils. » La menace était claire et Cecilia savait qu'elle devait réagir rapidement. Son approche nécessiterait une réaction rapide et un engagement fort.

Dès que les forces militaires de l'ONU ont appris que les rebelles approchaient, elles ont pris position, les véhicules blindés tournés vers l'extérieur de la ville. « Les véhicules blindés ont servi de puissant moyen de dissuasion, montrant aux rebelles que toute avancée pourrait entraîner de graves conséquences », note-t-elle. Les troupes ont mis en place une ligne de défense visible pour protéger les civils. Cecilia a également pris contact avec le gouverneur local pour obtenir son évaluation de la situation.

Pendant que les forces de l'ONU tenaient la ligne, Cecilia était au téléphone, utilisant ses relations en tant que cheffe de bureau de terrain pour contacter directement le commandant rebelle, qui était basé à 50 km de là. Ils avaient déjà été en contact auparavant, et la Mission avait clairement fait savoir à son groupe que leur priorité absolue était de protéger les civils. Il n'était pas toujours facile de joindre ces commandants rebelles. Mais cette fois-ci, il a répondu. Cecilia se souvient avoir posé des questions sur la présence de ses hommes armés autour de Tombouctou et leurs intentions. Elle lui a clairement fait comprendre que leur déploiement constituait une menace pour la population et lui a demandé d'ordonner leur départ. Elle a obtenu son engagement de ne pas entrer dans Tombouctou.

Pendant deux jours, les rebelles ont continué à menacer la ville depuis la périphérie. À l'intérieur de Tombouctou, les civils avaient peur, s'inquiétant de ce qui pourrait arriver si l'impasse s'aggravait. Cecilia est restée en contact constant avec le gouverneur et les représentants de la communauté, fournissant des mises à jour sur les mesures prises par la Mission. **« Il était crucial que nous communiquions nos efforts pour désamorcer la situation et empêcher une confrontation armée. »** Les civils, anxieux et incertains, se demandaient pourquoi les forces de l'ONU ne chassaient pas simplement les rebelles. Mais Cecilia et ses collègues savaient qu'une escalade pouvait avoir des conséquences désastreuses.

La persévérance de la Mission a porté ses fruits. Le troisième jour, sous le poids de la pression politique, du dialogue et de la dissuasion visible de l'armée de l'ONU, les rebelles se sont retirés. Cecilia a dû rappeler le commandant rebelle pendant ces jours de tension pour s'assurer qu'il respectait son engagement d'éloigner ses hommes. Finalement, les jeeps se sont retirées, disparaissant à nouveau dans le désert. La ville a pu souffler. La menace était passée.

« Protéger les civils, c'est savoir faire preuve de force quand il le faut, mais aussi savoir quand exercer une pression politique, désamorcer la situation et maintenir une liaison continue avec les autorités nationales », déclare Cecilia. La présence de la Mission, les militaires prêts à intervenir, et l'engagement de Cecilia auprès du commandant rebelle ont tous contribué à assurer la sécurité de la ville et de ses habitants cette semaine-là. Ce cessez-le-feu était complexe et fragile, mais dans ces moments critiques, il a tenu.



Sgt. Uberdan Correa

Mission des Nations unies en RDC

Le courage sous le feu : Un saut pour sauver des vies

En 2006, la République démocratique du Congo (RDC) organisait ses premières élections démocratiques après des années de guerre civile. Les tensions étaient vives, le pays se remettant encore d'un conflit brutal, avec un gouvernement de transition composé d'un président et de quatre vice-présidents, chacun représentant une faction belligérante différente. Parmi les Casques bleus déployés par la MONUC dans la capitale, Kinshasa, pour aider à stabiliser la situation et à contenir la violence, se trouvait le sergent Correa. Alors caporal au sein du bataillon uruguayen, il s'agissait de sa troisième mission avec les Nations unies.

Quelques heures avant l'annonce des résultats du premier tour des élections présidentielles, le 20 août 2006, des violences ont éclaté à Kinshasa entre les troupes fidèles au vice-président Jean-Pierre Bemba et celles soutenant le président sortant Joseph Kabila. Suite à ces affrontements, le Représentant spécial du Secrétaire général de la MONUC a décidé de déployer des Casques bleus afin de créer les conditions propices aux discussions politiques et à une résolution pacifique du conflit. À cette fin, la Mission a déployé son bataillon uruguayen autour des locaux de Bemba pour assurer la stabilité et la sécurité.

Le 11 novembre, des violences ont à nouveau éclaté au cœur de la capitale. Des partisans de Bemba s'étaient rassemblés devant sa résidence pour manifester leur solidarité, ce qui a incité la police congolaise à intervenir et à disperser la foule. Alors que la tension montait entre les membres des Forces armées congolaises et les éléments de la sécurité de Bemba, des coups de feu ont éclaté. Des obus de mortier et des tirs de roquettes ont rapidement intensifié le chaos et, en l'espace de quelques instants, toute la zone autour de la résidence de Bemba a été plongée dans une violente confrontation.

Alors que Correa et ses collègues se mettaient en position défensive lorsque les tirs ont commencé, il a repéré une famille en danger. Au milieu de la tourmente, une mère et ses quatre jeunes enfants étaient coincés, complètement exposés, paralysés par la peur tandis que les combats faisaient rage autour d'eux. Sans attendre d'ordres, Correa a immédiatement sauté par-dessus les sacs de sable protégeant sa position et s'est précipité dans le chaos. « Je les ai vus au milieu du boulevard », se souvient-il. « Ils étaient complètement figés, incapables de bouger. Je savais que je devais agir. »

La femme était en état de choc, tandis que les enfants étaient terrifiés. Sans hésitation, Correa a couru vers eux, emmenant la mère et les enfants en sécurité derrière la position défensive de son bataillon. « Je n'ai pas réfléchi », dit-il. « Je ne pouvais pas les laisser là, exposés. Je suis père de trois enfants moi-même. **J'ai juste fait ce qui devait être fait.** » Ses actions ont été rapides et instinctives, permettant à la famille d'être à l'abri des tirs et des explosions.

Au milieu de la violence, les actions de Correa se sont distinguées comme un témoignage du véritable esprit du maintien de la paix. Son courage face à un tel danger a permis d'éviter ce qui aurait pu être une perte tragique de vies. Il n'y avait pas de temps pour attendre des permissions ou des ordres ; il a agi de sa propre initiative, pleinement conscient des risques mais concentré sur le sauvetage de la famille.

Pour sa rapidité d'esprit et son courage sous le feu, Correa a par la suite reçu une médaille d'honneur des Nations unies. Un autre soldat de la paix uruguayen, qui a servi en RDC pendant l'incident et pendant de nombreuses années après, qualifie ses actions d'« héroïques ». « Ce qu'il a fait reflète la mentalité de ce contingent et l'esprit du maintien de la paix », dit-il. « Ils étaient et sont toujours là pour protéger les civils, quelque soit le risque. » Après cet incident, le bataillon uruguayen est resté déployé autour des locaux de Bemba jusqu'en mars 2007. En 2008, il a été redéployé à Goma, où il est toujours basé aujourd'hui. Il a régulièrement été projeté à travers le pays pour mettre en œuvre le mandat de la protection des civils de manière exemplaire.

Correa dit qu'il « l'aurait refait sans hésiter ». Ses actions ce jour-là sont un rappel puissant du rôle que jouent les soldats de la paix en première ligne, dans les centres urbains comme dans les villages reculés – s'exposant au danger pour protéger les plus vulnérables, quel qu'en soit le prix.



Jik Nwoyeocha

Mission des Nations unies
au Soudan du Sud

Un engagement à protéger : Restaurer la paix au milieu du chaos

En mai et juin 2023, des violences à grande échelle ont éclaté sur le site de protection des civils de la MINUSS, à Malakal, au Soudan du Sud. Ce site, qui abritait environ 50 000 civils déplacés cherchant refuge face à la violence, est rapidement devenu un champ de bataille lorsque les tensions entre deux communautés ont atteint un point de rupture. Jik, un policier hors unités constituées avec la Police des Nations unies (UNPOL) à l'époque, était en première ligne des efforts déployés par la Mission pour protéger les civils et restaurer l'ordre au cours de ces jours chaotiques.

Tout a commencé le 28 mai, lorsqu'une dispute entre deux femmes à un point d'eau a déclenché une escalade violente entre leurs communautés. En quelques heures, plus de 300 personnes se sont affrontées, et un garçon de 17 ans a été poignardé et aurait été brûlé par des membres du groupe adverse. L'UNPOL a réagi rapidement, déployant des policiers pour évacuer le corps et tenter de désamorcer les tensions par l'engagement communautaire. « Nous leur avons dit de donner une chance à la paix et de ne pas prendre la loi en leurs propres mains », se souvient Jik. Des patrouilles ont été menées conjointement avec les unités militaires de la MINUSS pour rétablir l'ordre, et 70 femmes et enfants ont été escortés en toute sécurité jusqu'un camp d'un bataillon voisin pour y être protégés. Deux jours plus tard, la paix semblait être rétablie.

Cependant, la violence a éclaté à nouveau une semaine plus tard. « La situation était désastreuse », se rappelle Jik. « L'UNPOL a remis les opérations de sécurité à la composante militaire, mais nous sommes restés engagés auprès de la communauté pour tenter de restaurer la paix. »

Face à l'escalade de la violence, des milliers de femmes et d'enfants se sont précipités vers la zone abritant les bureaux et les résidences de la MINUSS pour y être protégés. « Nous n'avions pas d'autre choix que de les laisser entrer », dit Jik. « Ils avaient tellement peur. Nous ne pouvions pas les laisser dans ce chaos. »

L'UNPOL a agi rapidement, les dirigeant vers des lieux sûrs et fournissant une assistance médicale aux blessés. Elle a également collaboré avec la police nationale pour faciliter le passage en toute sécurité des membres de la communauté minoritaire qui souhaitaient quitter le site de protection des civils.

Parallèlement, des opérations de sauvetage au sein du site étaient en cours. Des unités militaires, avec le soutien de l'UNPOL, se sont déployées dans leurs véhicules blindés pour secourir les civils pris au piège dans la violence. Les informations fournies par des dirigeants communautaires et des partenaires humanitaires ont été cruciales pour identifier les personnes les plus à risque. « Nous devons être discrets. Si les attaquants savaient que nous secourions leurs cibles, les opérations auraient été compromises », explique Jik. À bord de leurs véhicules blindés, les Casques bleus ont traversé le site, extrayant les personnes les plus vulnérables. « Certains étaient tellement affaiblis au moment où nous les avons trouvés qu'ils ne pouvaient plus marcher, alors nous avons dû les porter et les faire monter dans le véhicule blindé de transport de troupes. Une fois, nous avons sauvé un jeune homme de 28 ans qui s'était caché sous le lit de sa tante pendant trois jours, sans nourriture ni eau. Il n'était plus que l'ombre de lui-même lorsque nous l'avons trouvé. »

Au fil des jours, des dizaines d'autres personnes ont été secourues. La familiarité de l'UNPOL avec le site de protection des civils lui a permis de guider les militaires vers les endroits où les civils étaient pris au piège. Lorsqu'un dirigeant communautaire a posé des questions sur les forces spéciales qu'il ne reconnaissait pas, Jik a répondu : « Elles sont ici pour vous, pour votre sécurité, et pour maintenir la paix. » L'engagement de l'UNPOL auprès des civils armés a joué un rôle crucial dans la prévention d'une nouvelle escalade. « Vous n'avez pas besoin de porter des armes pour vous protéger », leur a dit Jik. « Vous êtes venus ici pour bénéficier de la protection de l'ONU, alors déposez vos armes et laissez-nous vous protéger. Si vous êtes pris pour cible à l'extérieur, mais que vous ciblez d'autres personnes ici, quelle est la différence ? **La paix commence avec chacun d'entre nous.** »

Après près de dix jours d'opérations intenses, la violence a cessé et la paix a finalement été rétablie dans le camp. Les efforts de la Mission ont permis de sauver des milliers de vies. Pour Jik, c'est un témoignage du pouvoir du maintien de la paix en action. Malgré la violence et les pertes, la MINUSS est restée ferme dans son engagement à protéger les civils, en veillant à ce que même dans les situations les plus volatiles, les personnes qui en ont le plus besoin ne soient pas abandonnées.



Sebastian Fasanello

Mission des Nations unies en RDC

De l'analyse à l'action : Le pouvoir de la préparation

C'était en juin 2011, en République démocratique du Congo (RDC). Des groupes armés dans la province du Nord-Kivu se préparaient à attaquer un village isolé. Sebastian savait que les enjeux étaient élevés lorsque les rapports parvinrent à la cellule d'analyse conjointe de la MONUSCO. En tant que chef d'équipe de la cellule d'analyse conjointe, il était souvent confronté à de telles informations préoccupantes. Les villageois, ciblés en raison de leur ethnie, n'avaient aucun moyen de se défendre. « Nous ne pouvions pas ignorer les avertissements », explique Sebastian. « Il était clair qu'ils étaient en danger. »

La cellule d'analyse conjointe de la Mission avait d'abord été informée de cette menace par une ONG humanitaire travaillant dans la région. S'appuyant sur leur connaissance des tensions intercommunautaires de longue date et de la vulnérabilité des populations locales, les analystes de la cellule d'analyse conjointe vérifièrent les informations à l'aide de sources supplémentaires. L'évaluation confirma la menace : des groupes armés se mobilisaient et les civils courraient un risque imminent. Sebastian transmit immédiatement l'analyse au quartier général de la force de la MONUSCO, qui ordonna le déploiement rapide d'un bataillon. En tant que réserve de la force, ce bataillon pouvait être déployé dans un délai très court, notamment dans les régions où il n'y avait pas de présence de Casques bleus.

À leur arrivée, les troupes établirent rapidement un poste d'observation et sécurisèrent une position stratégique en hauteur, dominant le village. Elles commencèrent à effectuer des patrouilles régulières, leur présence visible constituant une dissuasion claire contre la violence. Mais cela envoyait également le message que la MONUSCO s'interposerait entre les assaillants et les civils. Pendant deux semaines tendues, le village resta calme sous leurs yeux vigilants. Puis, un matin, le silence se brisa.

À l'aube, le bataillon aperçut des flammes s'élevant du village : des maisons étaient en train de brûler. Les attaquants avaient frappé, utilisant le brouillard dense du matin dans le terrain montagneux comme couverture. Les Casques bleus se mobilisèrent immédiatement, mais leur visibilité était limitée. « Chaque décision que les troupes prenaient devait trouver un équilibre entre l'urgence et la prudence », se souvient Sebastian. Incapables de voir clairement, les soldats se retenaient dans ces premiers moments, de peur qu'une action mal orientée ne nuise aux civils qu'ils protégeaient.

Lorsque le brouillard se dissipa, les Casques bleus entrèrent en l'action. Ils ouvrirent le feu sur le groupe armé, stoppant net l'attaque et forçant les assaillants à battre en retraite. Ce qui suivit fut un exode massif : plus de 4 000 civils, encore sous le choc du chaos et de la terreur de l'attaque, fuirent le village et cherchèrent refuge près de la position de la MONUSCO en périphérie.

Ce qui suivit fut un défi logistique et humanitaire. Les troupes établirent un périmètre sécurisé pour protéger les personnes déplacées et coordonnèrent l'assistance médicale pour les blessés. Parmi les blessés se trouvaient trois combattants qui s'approchèrent sous un drapeau blanc, cherchant de l'aide. Les Casques bleus les désarmèrent et veillèrent à ce qu'ils soient soignés. « C'était un moment délicat », dit Sebastian. « Cela a montré l'engagement de la Mission en faveur de l'humanité, même face à la violence. »

Bien que quatre civils aient tragiquement perdu la vie dans les premiers instants de l'attaque, la préparation et l'intervention rapide de la MONUSCO ont permis d'éviter une catastrophe bien plus grave. L'opération a souligné l'importance cruciale de l'alerte précoce et de la réponse rapide, en mettant en évidence à la fois l'analyse opportune de la cellule d'analyse conjointe et la capacité de la Mission à agir. « **Parce que nous étions préparés, les troupes étaient sur place et ont pu réagir à temps.** » Avec un courage et une détermination remarquables, le bataillon de maintien de la paix s'interposa entre le groupe armé et les villageois sans défense, sauvant ainsi d'innombrables vies par son action décisive.

Sebastian, qui a passé 17 ans en RDC, a vu sa carrière façonnée par son engagement à protéger les civils. Après avoir commencé comme observateur militaire, il rejoignit la cellule d'analyse conjointe en tant qu'analyste militaire et grimpa les échelons pour devenir chef de la cellule d'analyse conjointe. « Notre travail au sein de la cellule d'analyse conjointe ne se limite pas à analyser les menaces – il s'agit de permettre l'action », explique-t-il. Son parcours, ainsi que les efforts continus des bataillons courageux en RDC, témoignent du dévouement sans faille de ceux qui s'engagent pour protéger les plus vulnérables.



Koffi Wogomebou

Mission des Nations unies en RCA

Avec prudence : Les civils au centre de la protection

Les rues du PK5, un quartier commercial animé de Bangui, en République centrafricaine, étaient autrefois pleines de vie, rythmées par le commerce et la convivialité. Toutefois, la crise de 2013 a tout bouleversé, et dès 2018, la zone était devenue une enclave hors de tout contrôle. Des bandes criminelles, issues d'un groupe d'autodéfense initialement sollicité par la population locale pour assurer sa protection, faisaient désormais régner la terreur. Extorsions, enlèvements, violences et intimidations constituaient le quotidien des habitants et des commerçants. Pour Koffi, Conseiller principal pour la protection des civils auprès de la MINUSCA, il était clair que ces civils avaient besoin de protection, mais la solution était loin d'être simple.

Koffi se souvient de la situation critique qui se déroulait non loin du siège de la Mission et de sa base logistique. « Les coups de feu étaient incessants, parfois des balles atteignaient notre base », raconte-t-il. Les habitants venaient chaque jour signaler les exactions commises par les bandes armées. La police et la gendarmerie locales étaient impuissantes ; tout agent qui osait pénétrer dans le PK5 était agressé, enlevé ou tué. Les négociations avec les chefs de gangs avaient échoué. L'intensification des violences ne laissait aucun doute : une opération militaire des Nations unies s'imposait. « Il s'agissait davantage d'un problème d'ordre public, mais cela se passait juste à notre porte », affirme Koffi. « Il fallait envoyer un signal fort – montrer que la présence de la Mission signifiait que nous interviendrions pour protéger les civils. »

Le souvenir d'une opération menée en 2015 planait encore, au cours de laquelle des fuites avaient entraîné une embuscade meurtrière contre les forces onusiennes. Déterminé à éviter une répétition, le Commandant de la Force exigea le plus grand secret pour l'opération de 2018. Toutefois, l'environnement urbain dense et la présence importante de civils dans le PK5 rendaient toute intervention extrêmement risquée.

Pour Koffi, le secret ne suffisait pas à garantir le succès de la mission. « J'ai expliqué à la Force qu'il n'était pas nécessaire de partager chaque détail, mais qu'il était essentiel de nous fournir les informations clés pour permettre aux acteurs de la protection de se préparer et de se coordonner. Les opérations militaires peuvent avoir des conséquences, et ne pas les anticiper peut entraîner de graves préjudices. »

Koffi a d'abord rencontré des résistances. Sans se décourager, il a porté l'affaire auprès de la direction de la Mission. « J'ai soutenu que, sans coordination avec les humanitaires, nous allions faire face à de sérieux problèmes », se souvient-il. Sa persévérance a fini par porter ses fruits. Il a été intégré aux réunions de planification, et des informations cruciales ont été partagées. « Il fallait cartographier les voies d'évacuation, identifier des abris, et prévoir des réponses d'urgence », dit-il. « Avec l'accord du Commandant de la Force, nous avons commencé à élaborer un plan de contingence. »

Au cours des trois semaines suivantes, Koffi a travaillé en étroite collaboration avec les partenaires humanitaires pour identifier des zones sûres potentielles et préparer la mise en place de couloirs humanitaires. Des mesures de protection individuelle ont été mises en place avec les collègues des droits humains, afin de protéger les civils contre d'éventuelles représailles de la part des groupes armés.

L'opération a été programmée pour le petit matin, lorsque les rues étaient les moins fréquentées. « La Force est intervenue à 2 heures du matin pour minimiser la présence de civils dans les rues. » La MINUSCA et les forces armées nationales ont agi avec détermination, démantelant les bases des gangs, mais la configuration labyrinthique du PK5 représentait un défi. « Nous n'avons pas pu arrêter tous les chefs, mais leur emprise sur la communauté a été brisée », explique Koffi.

La préparation minutieuse a clairement permis de limiter les dommages aux civils. « **Grâce aux précautions prises, il n'y a pas eu des dommages importants** », ajoute-t-il. L'opération a envoyé un message clair: les gangs n'étaient plus intouchables. Les Casques bleus ont commencé à patrouiller avec les forces de sécurité nationales à l'intérieur du PK5 pour reprendre le contrôle. Les quelques membres des gangs restants ont fini par déposer les armes. Rapidement, un certain retour à la normale a pu être observé.

Avec le recul, Koffi insiste sur l'importance d'intégrer les considérations humanitaires et relatives aux droits humains dans la planification militaire. « Il ne s'agissait pas uniquement de sécurité ; il s'agissait de sauver des vies », affirme-t-il. « Le succès se mesure au nombre de civils qui ont pu rester en sécurité, et non seulement aux résultats militaires. »



Ewa Turyk-Mazurek

Mission des Nations unies au Liban

Courage et coordination : Affronter le danger pour sauver des civils

En octobre et novembre 2024, le sud du Liban a été plongé dans le conflit. Face à l'escalade de violence, des civils vulnérables se sont retrouvés piégés dans des villages isolés près de la « Ligne bleue » — une « ligne de retrait » critique établie par les Nations unies et essentielle à la paix dans l'ensemble de la région. Tandis que la plupart des habitants fuyaient leurs foyers face à l'intensité des combats et de la destruction, certaines personnes âgées et des individus souffrant de handicaps mentaux et physiques ont choisi de rester. Personne ne pouvait atteindre ces civils, sauf la FINUL, qui s'est mobilisée pour les secourir. Ewa, responsable des affaires civiles au sein de la FINUL, faisait partie des figures clés impliquées dans l'organisation de ces opérations de sauvetage.

À la mi-octobre, Ewa et son équipe ont été alertées du sort de cinq civils dans un village, ainsi que de deux sœurs âgées dans un autre. Les humanitaires et les forces gouvernementales n'étaient pas en mesure d'atteindre ces zones, et la FINUL a donc été sollicitée pour intervenir. Ewa s'est appuyée sur ses liens étroits avec la communauté et sur ses années de collaboration avec les humanitaires pour coordonner ces efforts. Elle et son équipe ont rassemblé des informations cruciales – noms, localisations, effectifs – afin de présenter la situation urgente à la direction de la Mission et de plaider en faveur d'une action rapide.

Bien que les positions de la FINUL aient essuyé des tirs directs lors de l'escalade des hostilités, les bataillons népalais et ghanéens se sont avancés, prêts à entreprendre les évacuations périlleuses. « Ces soldats étaient livrés à eux-mêmes, dans des conditions particulièrement difficiles et inconfortables », remarque Ewa. « Ils vivaient dans des bunkers et ne pouvaient souvent pas se réapprovisionner en rations. Des Casques bleus des deux bataillons avaient été blessés. Pourtant, ils étaient prêts à partir. Ils étaient convaincus qu'ils devaient remplir leur devoir de protéger ces civils. »

Une fois que la direction a donné le feu vert, la Mission a travaillé sans relâche pour préparer les évacuations. « Le jour des évacuations, nous étions tous connectés dès l'aube pour suivre les opérations et fournir notre soutien », se souvient Ewa. Lors de la première évacuation, le bataillon népalais a sauvé trois civils au cours d'une opération nocturne. Naviguant dans l'obscurité et les débris, ils ont extrait les civils piégés et les ont transportés dans une zone sûre pour la nuit, où des équipes médicales les attendaient pour leur prodiguer des soins. Le lendemain, ils ont été transférés à l'hôpital et ensuite transférés en toute sécurité à Beyrouth par la Croix-Rouge libanaise.

Le sauvetage des sœurs âgées par le bataillon ghanéen a rencontré des obstacles initiaux. Malgré les efforts d'un officier national des affaires civiles de la FINUL pour les convaincre, les femmes ont refusé de partir. « Ces femmes étaient âgées et effrayées », explique Ewa. « Il n'y avait personne sur place qu'elles reconnaissaient – juste une voix au téléphone. » Ne se laissant pas décourager, le bataillon a décidé de réessayer le lendemain. Ewa a suggéré d'impliquer quelqu'un que les femmes connaissaient. Elle a pensé au prêtre du village, qu'elle avait vu interagir avec elles dans une vidéo une semaine plus tôt. Déplacé dans un village voisin, le prêtre a accepté d'accompagner les Casques bleus. Sa présence s'est avérée déterminante : ses assurances ont apaisé les sœurs, qui ont enfin accepté de partir. Les Casques bleus les ont évacuées en toute sécurité vers le village où résidait le prêtre.

« Les deux missions ont mis en évidence le courage extraordinaire ces forces militaires sur le terrain », souligne Ewa. « **C'est l'esprit des troupes sur le terrain qui a rendu cela possible** », ajoute-t-elle. « Malgré la menace sécuritaire persistante, ils ont mené les évacuations sans hésitation. Quand ils reviennent sains et saufs, c'est une victoire pour tout le monde. Mais en réalité, les véritables gagnants, ce sont les Casques bleus – ceux qui sont allés là-bas, ont secouru ces civils et ont risqué leur vie pour cela. »

Quant à Ewa, tout cela s'est fait depuis Beyrouth, où elle avait été réaffectée, avec d'autres membres du personnel de la FINUL, à la suite de l'escalade des hostilités. Leur engagement à distance avec les membres de la communauté libanaise, les humanitaires et d'autres collègues de la Mission au Liban et à l'étranger a été essentiel au succès de ces opérations. « C'était parfois frustrant de travailler à distance, mais en s'engageant à distance, on apprend vraiment à se faire confiance et à travailler ensemble vers un objectif commun – et nous n'aurions certainement pas pu accomplir cela sans l'aide les uns des autres. » Grâce à cette collaboration, des vies civiles ont été sauvées et la FINUL a rempli son mandat de protection des civils, apportant espoir et protection dans des circonstances des plus difficiles.



Jinggang Bi

Mission des Nations unies à Abyei

Peser les risques : Évaluer les tensions locales pour assurer la protection

À Abyé, une zone contestée entre le Soudan et le Soudan du Sud, la protection des civils est une tâche qui représente un défi et est souvent délicate. Depuis qu'il a rejoint la FISNUA en septembre 2023, Jinggang, chef des opérations et point focal pour la protection des civils de la police de l'ONU, a été confronté à cette réalité complexe à de nombreuses reprises. L'une de ces occasions s'est produite en mars 2024, lorsque l'arrivée d'une seule personne à Abyé a non seulement constitué une menace directe pour la vie de cette personne, mais a également risqué de déclencher des violences à grande échelle.

Les tensions liées aux terres et aux ressources à Abyé ont souvent conduit à des violences. En janvier 2024, un affrontement meurtrier a éclaté entre les tribus Nuer et Ngok Dinka dans la ville d'Abyé. Des civils et des Casques bleus ont été tués et plus de 2000 civils Nuers déplacés ont cherché refuge dans la base de la FISNUA. Bien que la majorité des civils aient été relogés volontairement dans l'État d'Unité, au Soudan du Sud, environ 800 Nuers sont restés au marché d'Amiet à Abyé, où ils vivaient et travaillaient depuis des années.

En mars, alors que la situation semblait se calmer, un jeune homme Nuer est arrivé dans l'une des bases de la FISNUA. Il affirmait fuir des violences dans l'État d'Unité et souhaitait être transféré au marché d'Amiet, où il disait avoir vécu jusqu'à l'année précédente. Alors que la Mission examinait sa demande de soutien, les Casques bleus ont commencé à recevoir des rapports de dirigeants locaux selon lesquels des individus armés sur le marché proféraient des menaces à l'encontre du jeune homme, méfiants à l'égard de ses intentions. Face à cela, l'homme a demandé à la FISNUA s'il pouvait être relocalisé dans la ville d'Abyé, mais là aussi, des jeunes armés ont menacé de le tuer s'il restait.

Le risque n'était pas seulement pour lui. Les dirigeants locaux ont averti qu'en raison des fortes tensions intercommunautaires, sa présence dans la région pourrait également déclencher des violences à l'encontre de l'ensemble de la communauté Nuer du marché d'Amiet. « Le potentiel de préjudice à grande échelle était significatif », explique Jinggang. « Nous devons être extrêmement prudents dans la manière dont nous gérons cette situation. Nous avons le devoir de protéger cet homme, mais aussi de garantir la protection des civils dans les communautés. »

Pour faire face à la situation, Jinggang et ses collègues des composantes militaire, police et civile de la FISNUA, sous la direction de la commissaire de police, ont fait appel au Comité de paix communautaire conjoint. Cette initiative de la FISNUA réunit les dirigeants des tribus Ngok et Misseriya pour favoriser la paix et désamorcer les conflits. Bien que le Comité se réunisse généralement chaque semaine, une réunion d'urgence a été convoquée pour discuter de la situation et demander l'avis des dirigeants locaux, y compris le sultan Nuer du marché d'Amiet, sur la manière de procéder.

En fin de compte, sur la base des recommandations du Comité et compte tenu des risques pour sa propre vie ainsi que du potentiel d'un conflit plus large, le jeune homme a décidé qu'il valait mieux quitter Abiyé. Il a demandé à être transféré dans une ville voisine, à la frontière avec l'État de Warab, ce que Jinggang et ses collègues de l'UNPOL ont coordonné avec les forces militaires de la FISNUA. Jinggang a personnellement supervisé l'escorte et, une fois arrivés dans la ville, le jeune homme a retrouvé des personnes qu'il connaissait et a quitté la région pour retourner dans l'État d'Unité.

Pour Jinggang, cette situation a démontré l'importance de prendre toutes les mesures possibles pour prévenir l'éclatement de violences contre les civils. « **Le succès ne consistait pas seulement à protéger une personne ; il s'agissait d'empêcher une situation qui aurait pu mettre en danger bien d'autres** », réfléchit-il. En évaluant les risques, en écoutant et en dialoguant avec les dirigeants communautaires, et en coordonnant les efforts avec ses collègues au sein de la Mission, Jinggang et son équipe ont réussi à éviter une situation qui aurait pu rapidement dégénérer.



Maj. Radhika Sen

Mission des Nations unies en RDC

Sensible au genre : Adapter les stratégies aux besoins divers de protection

Dans l'est instable de la RDC, le major Sen a dirigé le peloton d'engagement de la MONUSCO pour le bataillon indien de déploiement rapide. Les violences sexuelles et les abus envers les civils, notamment à l'encontre des femmes et des jeunes filles, étaient omniprésents. Sen, chargée de diriger une équipe de 30 soldats – 20 femmes et 10 hommes – et profondément engagée dans la protection des civils sensible au genre, savait que protéger les civils nécessitait à la fois de la force et de la créativité pour avoir un impact durable.

Lors des patrouilles de domination de terrain menées par le peloton d'engagement, l'équipe de Sen a constaté que les femmes parlaient ouvertement de leurs préoccupations humanitaires, mais qu'elles ne signalaient pas les violences sexuelles. « J'ai été très surprise qu'aucun cas ne soit signalé dans un tel contexte », se souvient Sen. Après de nombreuses tentatives infructueuses pour amener les femmes à parler franchement, elle s'est rendu compte que la Mission avait besoin d'une nouvelle approche – une approche qui favoriserait la confiance et leur permettrait de s'exprimer librement.

Pour briser le silence, Sen et son équipe ont introduit le concept d'« espaces sûrs », en créant une zone désignée au sein de la base de la MONUSCO où les femmes des villages voisins et des camps de déplacés pouvaient se réunir pour partager leurs expériences sans crainte. Ces femmes se réunissaient deux fois par mois pour parler des violences qu'elles avaient subies. « Leurs histoires étaient profondément choquantes », dit Sen. « Elles avaient tellement souffert, mais pour la première fois, elles ont pu parler librement. » Les espaces sûrs ont permis aux femmes de donner voix à leur douleur, de commencer à guérir et de trouver de la solidarité avec d'autres qui avaient vécu la même chose.

Sen a également encouragé les survivantes à partager leurs témoignages afin d'inspirer et d'autonomiser d'autres personnes. Un jour, une jeune fille ayant repoussé un rebelle armé qui tentait de l'agresser a été invitée à prendre la parole lors des réunions organisées dans les espaces sûrs. « Ces femmes avaient besoin d'entendre des récits comme celui-ci, racontés par leurs propres compatriotes », se souvient Sen. Le courage de la jeune fille a profondément résonné, montrant aux autres femmes qu'elles aussi pouvaient se défendre.

Avec le temps, les espaces sûrs ont provoqué un changement de dynamique en matière de leadership dans les villages et les camps de personnes déplacées internes (PDI). « Avant, le leadership était presque entièrement masculin », raconte Sen. « Mais après six mois, de plus en plus de femmes prenaient les rênes. » Dans un camp, la présidente, la vice-présidente et trois autres responsables étaient toutes des femmes. « Les réunions dans les espaces sûrs ont permis à ces femmes de s'émanciper », ajoute-t-elle. Certaines présidentes de camps de PDI ont également confié à Sen qu'il était inspirant de voir une femme officier commander à la fois des hommes et des femmes.

Parallèlement, l'équipe de Sen a travaillé à mettre en place un mécanisme permettant aux civils de signaler directement les menaces à la MONUSCO. Une nuit, par exemple, ils ont été alertés qu'une femme avait été violée et souffrait d'une fracture. L'équipe de Sen s'est rapidement déployée avec un médecin. Après avoir soigné la victime, l'équipe l'a orientée vers la Section de la protection de la femme pour un soutien complémentaire.

Ces réseaux se sont révélés cruciaux lorsque la situation sécuritaire s'est détériorée après les élections de décembre 2023. En janvier 2024, l'équipe de Sen a reçu une alerte urgente : deux maisons avaient été touchées. Sans hésiter, elle s'est déployée en véhicule, traversant des échanges de tirs pour atteindre le village et évacuer les survivants. Parmi les personnes secourues se trouvaient plusieurs femmes et enfants, qui ont été ramenés à la base pour recevoir des soins médicaux et un accompagnement psychosocial.

Pour Sen, la protection des civils tenant compte des questions de genre « concerne tout le monde » et est essentielle pour identifier et répondre aux besoins de protection actuels et à long terme des communautés dans leur ensemble. « **La protection des civils exige d'adapter les stratégies et les activités aux populations que l'on est censé protéger et aux défis qu'elles affrontent.** » Grâce aux actions de Sen et de sa section, non seulement des vies ont été sauvées, mais des civils – en particulier des femmes – ont été autonomisés pour devenir des actrices du changement, retrouvant leur voix et leur avenir.



Prabin Khadka

Mission des Nations unies
en Côte d'Ivoire

Ouvrir la voie à la paix : Désarmer pour un nouveau départ

Au lendemain de la guerre civile en Côte d'Ivoire, le pays était confronté à une menace persistante pour la paix et la prospérité : des armes éparpillées à travers les villages, les villes et les zones rurales. Prabin, expert en désarmement auprès du Service de la lutte antimines de l'ONU (UNMAS) au sein de l'ONUCI, s'est efforcé de faire face à ces dangers et d'ouvrir la voie à la paix, une arme à la fois.

En 2013, la Côte d'Ivoire se remettait encore des violences de 2010-2011. Les armes étaient partout : cachées dans les maisons, enfouies sous terre et facilement accessibles. Le danger ne se limitait pas aux armes à feu ; les grenades, les mortiers et autres explosifs constituaient une menace tout aussi mortelle. « Les enfants jouaient à proximité de ces armes et des familles vivaient dans des maisons où des grenades étaient dissimulées », se souvient Prabin. « C'était un pari mortel. »

Le travail de Prabin ne consistait pas seulement à retirer des armes dangereuses pour la vie – il s'agissait de rétablir un sentiment de sécurité. « On ne peut pas aller de l'avant si l'on vit dans la peur constante de ce qui se cache tout autour de soi ou même sous ses pieds », explique-t-il. « Lorsque les gens ont vu les armes être collectées et les explosifs détruits, cela apportait un retour à la normalité. Ils pouvaient commencer à reconstruire. »

Une partie clé des efforts de désarmement s'est déroulée dans les villages proches de la frontière libérienne. Après l'éviction de l'ex-président Laurent Gbagbo, nombre des soldats de son régime ont fui vers le Libéria, laissant des armes derrière eux. « Les armes étaient là, mais les combattants se trouvaient de l'autre côté », explique Prabin. Cependant, ces combattants traversaient la frontière pour revenir en Côte d'Ivoire, récupérer des armes dans leurs cachettes et tuer des civils ainsi que des Casques bleus. « Il y avait une nécessité réelle et urgente de débarrasser ces zones des armes », ajoute-t-il.

Au cours d'une année, Prabin et son équipe se sont rendus plus d'une douzaine de fois dans les mêmes villages le long de la frontière. Au début, les habitants n'iaient l'existence d'armes, mais grâce à un engagement persistant, la situation a commencé à changer. Les équipes de l'ONUCI chargées des affaires civiles et des affaires politiques ont organisé des réunions avec les chefs de village, qui ont décidé au nom des villageois quand et comment ils remettraient leurs armes. « Les chefs de village jouaient un rôle clé », dit Prabin. « Nous ne pouvions rien faire sans leur consentement. Ils avaient une influence considérable sur la volonté des villageois de rendre leurs armes. »

Pendant ce temps, les forces militaires de l'ONU assuraient une sécurité essentielle, escortant leurs collègues civils et rassurant les villageois par leur présence et leurs patrouilles. « L'ONU revenait toutes les semaines ou toutes les deux semaines », se souvient Prabin. « Cette constance leur a donné confiance. » La présence des Casques bleus était décisive – ils agissaient comme une garantie de sécurité, montrant aux villageois que l'ONU les protégerait. Tant qu'ils étaient là, les milices ne pouvaient pas revenir.

L'impartialité de l'ONU était également cruciale. Les soldats du nouveau gouvernement ivoirien ont essayé de désarmer les villageois mais ils n'avaient pas la confiance de la population locale. En revanche, à mesure que la confiance envers l'ONU grandissait à chaque visite, les armes ont été progressivement remises. Au début, les villageois ont rendu des fusils de chasse et d'autres armes de fortune, mais finalement, des armes plus sophistiquées, notamment des fusils automatiques, des grenades et des mortiers, ont été remises. L'UNMAS avait l'expertise nécessaire pour garantir la sécurité et l'efficacité de ce travail ; Prabin a personnellement supervisé la destruction de centaines d'armes et de munitions durant son temps dans la Mission.

Lors de la quinzième visite de Prabin dans un village, un civil a expliqué pourquoi sa communauté avait décidé de se désarmer. « Nous avons déjà assez souffert. Ce qui se passe au Libéria nous affecte, et ce qui se passe ici les affecte. Nous voulons que la violence cesse. » Le village a compris que confier ses armes à l'ONU était le premier pas vers la stabilité.

En 2014, la violence avait considérablement diminué. « **Nous ne sommes pas simplement contents d'éliminer les armes ; nous avons ouvert la voie à la paix** », affirme Prabin. Les efforts de désarmement de l'UNOCI soulignent les nombreuses façons dont les Casques bleus mettent en œuvre le mandat de protection des civils : par un engagement constant, une présence fiable et des actions impartiales. Ces efforts ont permis de traiter les menaces sous-jacentes à la sécurité, en posant les bases de la stabilité et de l'espoir. Comme le dit Prabin, « Le désarmement ne consiste pas seulement à retirer les armes ; il s'agit de restaurer la confiance et de donner aux gens l'assurance d'envisager un avenir sans violence. »



Teohna Williams

Mission des Nations unies en RDC

À Toute Heure : Protéger dans une Crise Accablante

Lorsque le M23 a commencé à progresser vers Goma en janvier 2025, Teohna, conseillère senior pour la Protection des Civils à la MONUSCO, savait que l'enjeu était majeur, et que la population de Goma se tournerait vers la mission de maintien de la paix pour être protégée.

Cela a poussé le personnel de la MONUSCO, déjà dépassé, à se surpasser. Comme s'en souvient Teohna : « Nous travaillions jour et nuit, dormions dans nos bureaux quand nous pouvions dormir, et courions à l'intérieur et à l'extérieur des bunkers alors que les combats faisaient rage autour de nous. » Comme prévu, des personnes ont commencé à venir aux portes de la MONUSCO chercher protection, terrorisées pour leur vie. Elles arrivaient en pleine nuit. Au début, cela semblait contrôlable, un certain chaos organisé, mais la situation a rapidement dégénéré. De plus en plus de personnes affluaient, et elles étaient désespérées.

Dans un cas en particulier, un groupe de soldats gouvernementaux est venu chercher protection et a été accueilli sur la base. Teohna se souvient : « Nous les avons fait entrer et fermé la porte. Lors du contrôle des armes, nous avons remarqué une jeune fille parmi eux. Elle s'était simplement glissée dans le groupe. J'ai demandé si quelqu'un la connaissait. » Inquiète, Teohna s'est approchée d'elle et a attendu patiemment. « Elle était clairement effrayée, et si vulnérable. Je suis restée avec elle jusqu'à ce qu'elle se calme, qu'elle mange quelque chose, et commence à parler. Elle m'a raconté son histoire ; elle était avec un homme qu'elle identifiait comme son mari. Elle a dit qu'elle n'avait que 16 ans. » À ce moment-là, il n'y avait que quelques femmes cherchant protection parmi des centaines d'hommes. Teohna et ses collègues ont rapidement reconnu les risques qui se présentaient dans ce type de situation. Ils ont travaillé ensemble et ont créé un espace sûr et privé pour les femmes, tout en répondant aux besoins spécifiques d'une jeune fille de 16 ans.

Au fur et à mesure que la crise progressait, des centaines de personnes contactaient Teohna chaque jour, pour être protégées. Elle se souvient d'une personne qui a contacté toute la Mission, du Représentant spécial jusqu'à elle, suppliant d'être protégée car affirmant être ciblée. À ce stade, quelques jours après le début de la crise, la MONUSCO avait mis en place une routine claire pour gérer l'arrivée des civils à protéger. Teohna a suivi la procédure précautionneusement avec cette personne, pour qu'elle soit en sécurité. Elle lui a dit: « Ok, vous pouvez venir, mais prévenez-moi avant d'entrer. » Puis, soudain, elle l'appelle: « Je suis là ! » « Où ? » a demandé Teohna, surprise et inquiète. La personne s'était réfugiée dans la mauvaise base MONUSCO. Une opportunité s'était présentée et elle l'avait saisie. Teohna se souvient, bien que l'individu n'était pas là où il devait être, **« Tout ce que nous pouvions faire, c'était de l'accueillir et de la rassurer là où elle était. Elle était en état de panique, convaincue qu'elle aurait été rapidement tuée si elle n'avait pas atteint la base de la MONUSCO. »**

Pour Teohna, qui a travaillé pendant de nombreuses années sur les questions de protection, cette expérience a été différente. Elle est passée d'une approche centrée sur la population dans son ensemble à une attention portée à des individus précis. Alors que la situation à Goma reste critique, Teohna réfléchit aux décisions difficiles qui ont dû être prises : Quand dire que la mission est à capacité maximale ? Devrions-nous le dire ? Quel est le coût de refuser la protection aux individus ? Quelle est l'imminence du danger ? L'ampleur de la crise de la protection peut être écrasante. Pour l'instant, Teohna et ses collègues se concentrent sur ceux qu'ils ont pu protéger et poursuivent inlassablement leurs efforts pour améliorer la situation de tous les civils à risque dans ce conflit violent.



Mwila Kamwela

Mission des Nations unies à Abyei

Un Espace Sûr : Réduire les Tensions par le Dialogue

À Abyei, une région contestée entre le Soudan et le Soudan du Sud, deux groupes – les Ngok Dinka et les Misseriya – peinent à coexister depuis des années. Au cours de ses années de service à l'UNISFA, Mwila a été témoin de cycles de violence répétés parmi les communautés, déclenchés par des conflits de ressources. Cette violence peut être dévastatrice, non seulement pour les jeunes hommes et le bétail, mais aussi pour des villages entiers.

Dans son rôle d'officier de liaison communautaire, Mwila a collaboré avec ces communautés pour faciliter le dialogue et négocier des accords locaux visant à maintenir la paix. Elle se souvient qu'il y a quelques années, les tensions étaient si élevées qu'elles avaient paralysé tout dialogue entre les deux groupes. Pendant plus de deux ans, la situation a traîné. Les dirigeants des communautés refusaient de signer des accords de paix saisonniers réguliers et refusaient même de se parler. Beaucoup craignaient que l'impasse n'explode à tout moment.

C'est alors que les jeunes des deux communautés ont contacté Mwila et ses collègues. « Ils sont venus vers nous, séparément, et ont demandé de l'aide. » Les jeunes de la région, âgés de 20 à 45 ans, sont presque exclusivement des hommes. Ils étaient frustrés car ils étaient les plus touchés par les conflits, mais ils ne se sentaient pas en position de les résoudre. Les jeunes étaient ceux qui instiguaient les menaces et commettaient les attaques, mais ils étaient aussi les principales victimes. Ils savaient qu'ils faisaient partie du problème, et ils voulaient faire partie de la solution. Ce n'était pas si simple cependant. « Ils avaient peur de leurs propres dirigeants. Ils savaient qu'il pourrait y avoir des répercussions pour avoir contacté l'autre camp. C'est pourquoi ils sont venus nous voir, » explique Mwila. L'UNISFA pouvait offrir un soutien impartial et un espace de rencontre sûr.

Avec ses collègues et partenaires, Mwila a travaillé pendant des mois, séparément, avec chaque groupe de jeunes leaders. Ils ont mené d'innombrables discussions ciblées, encourageant les jeunes à élaborer leurs propres propositions pour approcher l'autre camp. **Après près d'un an de préparation, les deux groupes étaient prêts à se rencontrer.**

La seule organisation de cette première réunion était complexe. Elle s'est tenue sur une base de l'UNISFA, au nord de la ligne de démarcation, nécessitant des autorisations spéciales et une protection renforcée pour garantir l'arrivée des Ngok Dinka en toute sécurité. Une fois sur place, les jeunes se sont assis de part et d'autre de la pièce. Presque immédiatement, les accusations ont fusé, chaque camp racontant des attaques et des enlèvements. La situation a commencé à dégénérer. « Soudain, ils en sont venus aux mains », raconte Mwila, et seule l'intervention du commandant de l'UNISFA a permis de rétablir le calme. Il a été clair : chacun pouvait parler librement et exprimer ses doléances, mais personne ne devait se lever à nouveau. Il n'y aurait pas de violence sur la base de l'ONU. Mwila a été impressionnée par la manière dont ses collègues militaires ont géré la situation. Chaque fois que les jeunes s'échauffaient, ils menaçaient de partir, mais ne le faisaient jamais. À chaque fois, le personnel de l'UNISFA les ramenait à leurs sièges, et la discussion reprenait.

Au final, les jeunes se sont entendus sur leur volonté de continuer à dialoguer. Mais ils avaient raison de craindre leurs dirigeants, Mwila se souvient d'un chef communautaire qui s'en est pris à un jeune leader en le menaçant. Mwila a eu peur pour lui, et elle a compris à quel point il leur serait difficile de poursuivre. Mais ils étaient engagés et pragmatiques. Sachant qu'on ne leur permettrait sans doute pas de maintenir un dialogue officiel, les jeunes ont planifié des activités communes à la place. Leur toute première activité : un tournoi de football sur le marché principal, qui a attiré des spectateurs des deux communautés, hommes, femmes et enfants. L'UNISFA était aussi là, partenaire silencieux de la protection.

